



COMMUNIQUE DE PRESSE

Les élus CGT – SUD – FO ont quitté la réunion du Comité Central d'Entreprise pour montrer leur désaccord vis-à-vis des mesures de répression engagées par la direction à l'encontre de cinq salariés de l'usine de Montceau. Ces salariés se sont vus notifier leur licenciement pour faute lourde pour des faits qui se seraient déroulés lors du mouvement de contestation, suite à l'annonce de la fermeture de l'atelier de fabrication tourisme et la suppression de 477 emplois, alors que la direction s'était engagée à ce qu'il n'y ait pas de suites données lors de la médiation diligentée par la Préfecture de Saône et Loire. La CGT dénonce également la recrudescence des pressions et sanctions envers les salariés sur l'ensemble de la Manufacture. Les élus ont également appris avec inquiétude la décision d'un salarié représentant du personnel, qui a entamé une grève de la faim sur le site de Noyelles-les-Séclins dont Michelin a programmé la fermeture et la suppression de tous les emplois. A Noyelles-les-Séclins comme à Montceau, la direction joue la provocation dans le seul but de faire accepter ses décisions qui se heurtent à une opposition grandissante des salariés.

Les élus CGT s'inquiètent de la recrudescence d'actes de désespoir, qui se sont, pour certains, avérés fatal et qui démontrent une dégradation importante des conditions de travail et l'accroissement des risques psychosociaux dont la direction ne semble pas vouloir prendre la mesure. Risque souligné fortement dans le rapport d'expertise présenté ce jour.

L'expertise effectuée à la demande des élus du CCE conforte la première analyse de la CGT.

- Tous les sites et toutes les activités seront touchés par des baisses d'effectifs,
- Il n'y a pas de justification économique au sens légal justifiant les 3195 suppressions d'emplois prévus,
- L'expert pointe également plusieurs arguments erronés donnés par la direction (telle la comparaison d'investissements entre les sites de même production),
- L'expertise démontre que la direction par ces décisions stratégiques a mis en péril le site de Montceau depuis plusieurs années,
- Les choix et investissements en Génie Civil fait hors Europe mettent en péril les sites Français de cette activité,
- En Poids Lourds, les objectifs fixés pour Tours deviennent irréalisables avec la baisse d'effectifs programmée,
- Impact écologique négatif du fait des délocalisations de production par le fait de l'augmentation des flux routiers internationaux en contradiction avec la démarche produit vert de Michelin,
- Etc....

Cette stratégie vise uniquement à augmenter les dividendes des actionnaires au détriment de l'emploi.

La CGT a demandé la tenue d'une réunion supplémentaire sur le volet économique afin d'interpeller la direction sur sa stratégie et ses conséquences en contradiction avec l'évolution déjà engagée dans le secteur automobile (véhicules électriques, cylindrées plus petites...).

La CGT organise un débat public le 24 septembre 2009 – Salle Leclanché à Clermont-Ferrand ouvert aux salariés et à la population sur l'avenir industriel de Michelin en France et des propositions alternatives.